

Questions orales

immobilier. Nous voulons que ces terres reviennent aux agriculteurs et c'est ce que nous avons l'intention de faire.

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture à temps partiel. Le ministre sait que la vente de blé américain subventionné sur les marchés auparavant acquis au blé canadien est un coup dur pour les producteurs de blé de notre pays.

Le ministre peut-il s'engager aujourd'hui même, à la Chambre, à défendre les intérêts des producteurs de blé du Canada devant les instances commerciales internationales et à accorder à ces producteurs des subventions égales à celles accordées par les États-Unis afin qu'ils puissent survivre cette année?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, si le député n'était pas critique à temps partiel, il saurait que l'aide accordée par notre gouvernement au secteur agricole au cours des cinq dernières années s'élève à 21,7 milliards de dollars, dont presque 12 milliards sont allés aux producteurs de céréales et d'oléagineux.

Même s'il essaie de se servir des Américains comme boucs émissaires, et je ne présente pas d'excuses en son nom, il devrait aussi reconnaître le fait que, en 1989, le budget de la Communauté économique européenne prévoyait presque 10 milliards de dollars de subventions à la production des céréales et des oléagineux, soit 140 \$ la tonne pour le blé panifiable ce sera environ 80 \$ la tonne cette année. Il y a une guerre de prix en cours. Il est important de signaler comment le premier ministre a fait preuve de leadership pour faire accorder la priorité à l'agriculture dans les négociations de la Ronde Uruguay. Nous devons résoudre le problème des subventions qui créent des distorsions dans les échanges commerciaux. Ce problème nuit à notre pays ainsi qu'à d'autres exportateurs de taille moyenne, et nous sommes en train de le régler.

Je peux assurer au député et aux agriculteurs canadiens que, comme nous l'avons prouvé dans le passé, nous ne resterons certainement pas là à ne rien faire pendant que nos agriculteurs éprouvent de graves difficultés.

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk): Monsieur le Président, ce que dit le ministre c'est qu'il devrait y avoir des lois commerciales pour les Américains et d'autres lois moins bonnes pour les agriculteurs canadiens.

Le ministre devrait savoir qu'il y a une véritable crise dans l'ouest du Canada. Plus de 10 000 agriculteurs de la Saskatchewan sont menacés de perdre leur exploitation cette année. On prévoit que les revenus agricoles chuteront de 101 p. 100 en Saskatchewan et de 90 p. 100 au Manitoba.

Le ministre pourrait-il s'engager, aujourd'hui, à fournir aux producteurs de grains les fonds nécessaires pour qu'ils puissent ensemer, de façon à mettre un terme à ce gâchis dans notre secteur agricole?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, j'ai dit précisément le contraire. Je répète que si le député n'était pas critique à temps partiel il saurait, comme je l'ai dit à la Chambre à maintes occasions, qu'un comité technique constitué par les sous-ministres adjoints des gouvernements fédéral et provinciaux évalue la situation. Je lui rappelle aussi, au cas où il ne le saurait pas, que les prix initiaux des grains annoncés pour cette année sont environ 50 p. 100 plus élevés qu'en 1986. Ce n'est pas encore assez, mais il y a des signes qui montrent que les prix se raffermissent.

Nous examinons l'effet d'un bas prix des denrées, de la sécheresse dans certaines régions, de l'excès d'eau dans d'autres et du manque de liquidités dans certains cas. Le comité technique des sous-ministres adjoints étudie cela. Nous aurons des données préliminaires un peu plus tard ce mois-ci.

Nous espérons alors pouvoir évaluer la situation et regarder l'application des programmes existants. Si une aide supplémentaire se révèle nécessaire, le gouvernement fédéral et les provinces proposeront quelque chose.

* * *

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Jim Karpoff (Surrey—Nord): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Devant le tollé général et les pressions inflationnistes, la TPS à 9 p. 100 a été réduite de 2 p. 100. Elle a été réduite sur tout sauf le logement, sur lequel elle subsiste aux taux effectif de 4,5 p. 100 comme prévu initialement. Devant la crise du logement qui est difficilement abordable, surtout pour les jeunes ménages et les personnes âgées, et compte tenu de ce que le prix élevé du logement accule beaucoup de ménages à la pauvreté, pourquoi le ministre n'a-t-il pas réduit de 2 p. 100 la TPS sur le logement?